

Leaders et mouvements associatifs issus de l'immigration

Catherine WIHTOL DE WENDEN *

La dynamique du mouvement associatif né des générations issues de l'immigration dans les années 80, a contribué à façonner des militants et des élites positionnés sur la scène politique. Qu'en est-il aujourd'hui ? Si les thèmes continuent à mobiliser, les contradictions travaillent également ce mouvement : individualisation des itinéraires, conflits internes,... sur fond de nouveaux enjeux : Europe, rapport à l'état et à l'espace local... Et une inquiétude : quelle relève ?

Il y a 16 ans, en octobre 1981, était aboli le décret-loi de 1939 par une loi permettant aux populations étrangères de bénéficier de la loi de 1901 sur la liberté d'association. Deux ans plus tard, en décembre 1983, la marche des "beurs" ouvrait la voie à une mobilisation associative civique, jeune, métissée et à des espérances de passage au politique chez leurs leaders. Peu après, fin 1984 et début 1985, naissaient deux grandes associations à vocation nationale, SOS racisme et France-Plus. Le mouvement beur était né, avec ses "potes", ses "assocés", ses slogans médiatiques : un mouvement né des générations issues de l'immigration, où les jeunes d'origine maghrébine donnent le ton, mais qui entraîne aussi dans sa mouvance d'autres jeunes et d'autres militants, autour des valeurs parfois confusément exprimées incluant à la fois l'universalisme, la "nouvelle citoyenneté" participative, le localisme des banlieues urbaines et le droit à la différence, le communautarisme identitaire, ethnique ou culturalo-religieux.

De la violence des manifestations contre les meurtres racistes du début de la décennie 1980 aux campagnes électorales avec inscription sur les listes électorales et aux élus beurs aux municipales de 1989, en passant par des positionnements successifs lors des "affaires" (Rushdie, foudard, guerre du Golfe), ce mouvement a eu ses militants, ses élites, ses médiateurs, amorçant une irrésistible ascension vers le centre de la scène politique et parfois dans un cadre européen ou euro-maghrébin, mais aussi une lente décrue lors de la décennie 1990, quand la "beurgeoisie" a cessé de plaire à la classe politique dominante. Perte de légitimité face à l'islamisme rampant des banlieues, reconversion des projets civiques dans l'ac-

tion sociale de proximité, passage au communautarisme différentialiste de certains militants, le mouvement beur a dû se repositionner ou disparaître.

Parcours leaders

Elites préfabriquées, splendeurs et misères... des courtisans, coupure entre les familiers des "Sommets de l'Etat" et les "petits frères" restés dans les banlieues, intermédiaires culturels faisant parfois figure d'arlésienne dans un maillage associatif très diversifié, ils ont été porteurs d'espoirs, de professionnalisation pour certains, d'accès aux médias, de recentrage autour des valeurs intégrationnistes tout en faisant aussi une part aux appartenances collectives.

Ce mouvement constitue-t-il encore une alternance socio-politique à des solidarités plus ethniques ou religieuses ? Son message citoyen est-il capable de résister à des pratiques urbaines plus concrètes ou plus violentes ? Qu'en est-il de ses élites ? De ses militants ? De ceux qu'il a déçus ? De ses conflits d'allégeances face aux menaces d'ingérence venues de l'étranger ? Quelles sont les nouvelles formes de son positionnement ? Autant de questions que nous nous sommes posées en cherchant à actualiser un travail d'enquête réalisé en 1987-89 et qu'une nouvelle recherche de terrain effectuée en 1996 a permis de rendre possible.

Ces positionnements sont à rapprocher à la fois du constat fait des promesses politiques non tenues, de la dépolitisation affichée des leaders dans l'expectative et de leurs options résolument laïques. Si beaucoup d'entre eux sont de culture musulmane, les pratiquants se comptent sur les doigts d'une seule main et la laïcité est

* Directeur de recherche
CERI - CNRS, Paris

souvent affichée haut et fort. L'hypothèse d'une nouvelle notabilisation par la carte ethnique ou religieuse apparaît ici peu probable, compte tenu de l'âge et de l'expérience de beaucoup des interviewés.

Des constats s'imposent, à la lumière de l'enquête :

- La "beurgeoisie" semble passée de mode, avec ses slogans, sa visibilité médiatique, l'accent mis sur les leaders des mouvements. Mais les thèmes continuent à mobiliser ("un mouvement moral", SOS Racisme) ;

- Les parcours des leaders ressemblent davantage à des itinéraires individuels qu'à des itinéraires militants surtout dans la "génération beur". Ailleurs il s'agit plutôt de reconversions de la première à la troisième génération, les anciens marxistes adoptant volontiers le thème de l'exclusion et de la fracture sociale ;

- Le mouvement associatif civique est très conflictuel, riche en règlements de compte entre générations et modes de leadership. Des rivalités de personnes, de pouvoir et de territoires (local, national ou européen) semblent opposer violemment les uns aux autres, sur les options à donner à l'évolution des associations de l'immigration.

Les associations survivent-elles à leurs leaders ?

Dans les aspirations personnelles des leaders, outre la reconnaissance (le plus courant) et le souci de "vivre tout en restant militant à plus long terme", on voit poindre une inquiétude, notamment chez les anciens militants de la première génération : la relève.

Déjà dans les années 80, le professionnalisme était mis en avant : un professionnalisme tourné surtout vers la communication, la gestion associative, le passage de l'association à l'entreprise. Aujourd'hui, les thèmes ont changé. Presque aucun des interviewés ne reprend à son compte le titre de médiateur ou d'intermédiaire culturel. Celui des femmes-relais est à peine cité dans les associations de femmes. En revanche, le rapport au professionnalisme et au militantisme a changé :

Le quartier, l'espace local : les associations d'animation et de prévention valorisent le concret, le terrain, l'action de

proximité. Il s'agit de la mise en oeuvre de la politique d'intégration par association interposée. C'est le partenariat, le "faire faire" ;

Les "petits frères" : alors que les associations des associatifs témoignent d'une rapide évolution : parmi les objectifs, les "fonds de commerce" hautement médiatisés des années 85-90 sont largement absents. Le débat entre citoyenneté et communautarisme, droit à la différence et droit à l'indifférence est à peine cité, de même que le foulard, le multiculturalisme, les allégeances y occupent une faible place à des questions plus graves, relatives au social, non sans une certaine dépendance par rapport au discours ambiant sur l'intégration. Parmi les enjeux, l'Europe en est un, qui soulève des concurrences et des rancoeurs. Un autre enjeu est celui de l'entrée du mouvement immigré et issu de l'immigration dans le mouvement associatif français. Ce rapport à l'Etat constitue, en un sens, une illustration du "faire faire", un complément aux insuffisances de certaines politiques publiques (les pratiques du guichet, l'interprétation des textes et leur mise en oeuvre) et une forme de partenariat (les associations sont souvent les interlocuteurs privilégiés de l'action sociale et en tirent parfois un prestige symbolique) mais aussi une vérification de l'hypothèse de Rémy LEVEAU relative à la réhabilitation, dans l'immigration et l'intégration des vieilles pratiques coloniales de délégation. Ce mode de gestion est décrit, par nos voisins européens comme assimilationniste et jacobin. Mais il pose une question : est-ce l'Etat qui fabrique le "modèle" des relations avec les associations civiques, dans un milieu associatif où les maghrébins donnent largement le ton ou est-ce que ce sont les immigrés et ceux qui en sont issus (en l'occurrence les élites issues des populations maghrébines) qui influent sur le "modèle" en question, même si, dans les faits, ce regard en forme de modèle est à relativiser fortement ? En d'autres termes, est-ce la socialisation "à la française" du monde associatif issu de l'immigration (certains parlent de "l'exception française") qui suscite les thèmes de ce militantisme civique et ses types de relations (ambiguës) aux institutions publiques ou sont-ce les Maghrébins qui, par leur histoire coloniale tracent la toile de fond ? Selon cette hypothèse, le contexte français fabriquerait du

communautarisme par défaut, pour gérer l'immigration et l'intégration, mais ce ne serait pas légitime.

Une autre tendance est celle de l'araselement, avec le temps des grands clivages : il convient de nuancer ainsi l'opposition droite/gauche, l'opposition entre les formes traditionnelles et les nouvelles formes de militantisme ("à la carte, sans être encarté") de même que l'opposition entre citoyenneté et communautarisme, entre droit à la différence et droit à l'indifférence. Ce mouvement associatif est complexe, fragile parfois malgré sa durée profondément perméable aux thèmes ambiants (lutte des classes puis égalité des droits, citoyenneté, identité, enfin égalité des chances et reconnaissance dans l'espace européen), vivant dans une thématique de l'urgence, de l'immédiateté, avec pour moteur de l'engagement l'intérêt individuel autant (ou plus) que le sens. L'engagement associatif et le leadership est le fait de certaines catégories sociales assez étroitement circonscrites sociologiquement. C'est un petit monde qui se connaît et se reconnaît, avec ses rites (références, formes de militantisme, histoire), ses réseaux, son univers politique et culturel, par delà la diversité du (ou des mouvements).

Dans le mouvement associatif civique, le communautarisme n'est pas très net, et fort peu musulman, le registre des mobilisations politiques est divers mais pas toujours discriminant, notamment à l'échelon local, l'institutionnalisation est une tentative fortement combattue par la nécessité de présenter des "projets" pour être financés, la professionnalisation, voire la municipalisation se consolident chez des leaders, anciens ou nouveaux.

Le mouvement associatif civique a été et continue d'être porteur d'une mobilité sociale individuelle pour une petite fraction des populations issues de l'immigration, au détriment d'une promotion des groupes, comme certains l'espéraient il y a quinze ans. Mais il a contribué à délivrer un message civique. On peut s'inquiéter aujourd'hui de son faible impact auprès des jeunes (12-18 ans) et d'une relève fort discrète chez les leaders. Sera-t-il capable d'attirer ceux qui sont tentés par la "guerre sainte" même si l'essentiel des populations issues de l'immigration n'adhère ni à l'un ni à l'autre de ces mouvements ? ■